

Conseil régional de Picardie - Session du vendredi 24 juin 2011

**Motion « Pour une sortie programmée du nucléaire,
la région Picardie s'engage dans la transition énergétique du XXIème siècle »**

Présentation de la motion par Christophe Porquier
Pour le groupe « Europe Ecologie – Les Verts »

Monsieur le Président du Conseil régional,
Monsieur le Président du CESER,
Chers collègues,

Je vous propose de voter une motion concernant la transition énergétique à laquelle nous devons préparer notre territoire.

La question de l'énergie - du fait des enjeux climatiques et de la raréfaction des matières premières - est profondément stratégique.

Notre pays est encore profondément dépendant du pétrole et du gaz, qui sont importés et déséquilibrent en profondeur la balance des paiements. La facture de l'énergie représente 38 milliards en 2009 sur un solde négatif de 43.

Nous le savons tous. Le prix des produits pétroliers va être fatalement amené à augmenter. Le pic de production du pétrole a été dépassé en 2006 : l'AIE (Agence internationale de l'Energie) l'a reconnu l'an passé. Il faudra donc aller chercher un pétrole plus rare, plus profond et de moins bonne qualité. Il sera plus cher. Les prix de 2008 et 2011 ne sont pas des accidents, ils traduisent une tendance lourde à la hausse du prix du pétrole.

Si j'insiste sur le pétrole, c'est parce que le problème que nous devons traiter est plus globalement celui de l'énergie finale que nous consommons : celle qui nous sert pour des usages aussi divers que les transports, le chauffage, l'éclairage, l'agriculture, l'industrie...

L'Europe, la France sont engagés dans des scénarios de baisse d'émissions de GES (Gaz à effet de serre), d'économie d'énergie et de production d'énergies renouvelables (les fameux 3x20 du paquet « énergie-climat »). Le SRCAE actuellement à l'étude va tenter de projeter ce scénario à l'horizon 2050 dans notre région.

Ces évolutions exigent des investissements très importants.

Or, notre pays ne s'est pas préparé à cette transition énergétique, car il vit sur le mythe d'une énergie abondante et bon marché qui viendrait de l'énergie nucléaire.

C'est un mythe car si l'énergie nucléaire représente 75% de l'électricité, elle ne représente que 18% de la totalité de l'énergie consommée.

C'est un mythe car le prix du kwh nucléaire n'intègre pas à hauteur suffisante le prix du démantèlement, le stockage des déchets nucléaires, le prix du chauffage électrique supporté par les citoyens et de plus en plus par les fonds sociaux.

C'est un mythe car ce modèle énergétique n'est pas durable, et la catastrophe de Fukushima est venue le rappeler avec force, et avec des conséquences lourdes pour la population, pour l'environnement terrestre et marin, pour l'économie... qui sont encore aujourd'hui difficile à évaluer, mais l'actualité laisse penser qu'il s'agit bien de l'une des plus grandes catastrophes industrielles de l'humanité.

L'onde de choc résultant de Fukushima est en train d'atteindre la France, même si aujourd'hui nous n'en mesurons pas l'ampleur à cause de l'engagement historique de notre pays sur cette filière.

Aussi, lorsque le Président de la République parle de « peur irrationnelle et moyenageuse » qui serait entretenue par les opposants au nucléaire. Il se trompe. Il oublie simplement de regarder en face les conséquences des accidents de Tchernobyl et de Fukushima, l'incapacité à traiter les déchets nucléaires, les risques réels auxquels nous sommes confrontés du fait des centrales mais aussi des transports de déchets et de combustible qui sillonnent le territoire, et qui traversent régulièrement notre région.

Lorsque le Président de la République parle de l'indépendance énergétique de la France, il se trompe, non seulement parce que le nucléaire ne répond qu'à 18% des besoins énergétiques, mais aussi parce que les réserves d'uranium sont elles aussi en voie de raréfaction dès 2035, et sont originaires pour l'essentiel du Canada, du Kazakhstan et du Niger. Avec 437 réacteurs en activité dans le monde aujourd'hui, les capacités d'approvisionnement sont de quelques décennies, ce qui explique pour une large part qu'aussi peu de centrales soient en construction depuis 20 ans.

Autrement dit, le choix de la filière nucléaire comme pilier de la stratégie énergétique française, fleuron de l'exportation industrielle, est une impasse dangereuse qui rappelle en diable les efforts déployés par André Maginot pour la stratégie de défense française avec le même entêtement et la même arrogance qui ont conduit au succès que l'on a pu vérifier.

Le risque lié à l'énergie nucléaire est insupportable pour les populations concernées, et c'est le cas pour la population de notre région (cf. motion).

Il est insupportable également pour les salariés du nucléaire, qui travaillent régulièrement dans des conditions d'exposition anormales, en particulier les salariés de la sous-traitance, comme cela a été révélé ce mercredi encore sur le site de Paluel, à quelques dizaines de km de la Picardie.

La filière nucléaire française, qui avait déjà multiplié les déboires techniques et économiques avec l'EPR (*achat ruineux de sociétés en Grande Bretagne et aux Etats Unis pour EDF, chantiers multipliant les avaries en Finlande et à Flamanville, échec commercial cuisant à Abu Dhabi*) se trouve dans une situation intenable.

Enfin, cette stratégie d'isolement nucléaire français n'est pas viable et elle obère financièrement, socialement et économiquement l'émergence d'une alternative. Elle amène à retarder la transition énergétique qui est nécessaire aujourd'hui pour répondre aux enjeux énergétiques et climatiques.

Nous sommes au point où nous devons faire le choix entre le maintien à toutes forces, et au prix d'un effort financier colossal, d'une filière obsolète car privée de perspectives de développement du fait de ses risques et de ses coûts.

Ou bien, nous faisons le choix de nous engager dès maintenant sur un autre scénario énergétique, celui du triptyque sobriété, efficacité, EnR, qui arrive aujourd'hui à maturité, comme l'ont démontré les experts de l'association Negawatt.

C'est le choix de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Italie, de la Norvège, de l'Autriche, de l'Irlande, de l'Ecosse.

C'est la préférence de nos concitoyens, qui expriment massivement – toutes tendances politiques confondues – leur préférence pour une sortie du nucléaire en France. 80% au total, et même 55% chez les sympathisants de l'UMP.

La région Picardie doit choisir sa voie et donner le signal du scénario énergétique dans lequel elle entend s'inscrire. Elle a engagé en 2007 un Plan Climat Energie Régional, qui permet de développer les énergies renouvelables et les économies d'énergies sur le territoire.

En accueillant sur son territoire le principal gisement éolien français, la Picardie est dotée d'une puissance installée déjà importante (800 MGW) et sera à terme la première région française (2800 MGW) sans compter l'éolien en mer (700 MGW sur le projet des deux côtes).

C'est un vecteur de développement pour notre territoire : à Amiens, à Albert, à Oust-Marest, à Montdidier, à Longueil Ste Marie, des sites industriels et de maintenance se développent, créant des centaines d'emplois dans ce secteur émergent.

On cite souvent l'Allemagne pour sa capacité à garder sur son sol ses emplois industriels malgré la mondialisation. Ce sont 370.000 emplois qui sont créés à ce jour dans ce pays dans les filières liées aux énergies renouvelables.

Malgré son potentiel important dans l'éolien, la géothermie, le solaire, le bâtiment... la France prend du retard du fait de la politique économique et de réglementation en vigueur pour ces secteurs.

Pour toutes ces raisons, considérant les risques et les difficultés économiques et énergétiques liées à l'énergie nucléaire, je vous propose que la région Picardie inscrive ses politiques régionales dans l'optique d'une sortie programmée de l'énergie nucléaire en France et demande au gouvernement de s'engager dans cette voie.

Je vous propose que la région Picardie inscrive cet objectif dans les orientations de sa politique industrielle et énergétique, notamment dans le futur Plan Climat régional, et qu'elle confirme les orientations retenues dans le PREC (Plan Régional Energie Climat) de 2007, et enfin qu'elle invite le gouvernement à renoncer au projet de centrale EPR de Penly.

Cette motion, si nous l'adoptons, serait un acte fort. Elle donne à notre territoire une longueur d'avance en envoyant un signal très audacieux sur sa volonté de porter très haut le développement et l'innovation des alternatives énergétiques nécessaire pour le XXI^{ème} siècle.

C'est un engagement qui conforte notre engagement sur la voie d'un développement soutenable, parfaitement cohérent avec notre projet d'éco-région solidaire.

Je vous remercie.